

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 3738

[C — 2002/28008]

18 OCTOBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux interventions structurelles de la Région wallonne dans le secteur de la pêche hors objectif 1 pour la période 2000-2006

Le Gouvernement wallon,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 42 et 43;

Vu le règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels;

Vu le règlement (CE) n° 1263/1999 du Conseil du 21 juin 1999 relatif à l'instrument financier d'orientation de la pêche;

Vu le règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil du 17 décembre 1999 définissant les modalités et conditions des actions structurelles de la Communauté dans le secteur de la pêche, modifié par le règlement (CE) n° 1451/2001 du Conseil du 28 juin 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1685/2000 de la Commission du 28 juillet 2000 portant modalités d'exécution du règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil en ce qui concerne l'éligibilité des dépenses dans le cadre des opérations cofinancées par les Fonds structurels;

Vu la décision de la Commission C (2000) 3938 du 21 décembre 2000 portant approbation du document unique de programmation pour les interventions structurelles communautaires dans le secteur de la pêche en Belgique (hors objectif 1);

Vu le complément de programmation pour les Fonds structurels pour la pêche en Belgique dans la période 2000-2006, approuvé par le Comité de Suivi dans sa réunion du 6 février 2001;

Vu les lignes directrices pour l'examen des aides d'Etat dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, publiées dans le *Journal officiel des Communautés européennes* du 20 janvier 2001 sous le numéro 2001/C 19/05;

Vu le décret du 14 décembre 1989 permettant à l'Exécutif régional wallon de prendre toutes les mesures que requiert l'application ou la mise en œuvre des traités et conventions internationaux en matière de chasse, pêche, protection des oiseaux et conservation de la nature;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mai 1999 portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 octobre 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant le fait qu'il faut disposer sans délai de la base légale nécessaire pour l'application de la stratégie, comme définie dans le document unique de programmation pour les interventions structurelles pour la pêche en Région wallonne (hors objectif 1) dans la période 2000-2006 et pour l'exécution des actions prévues dans le complément de programmation, conformément aux lignes directrices des aides d'Etat des Communautés européennes et aux dispositions du règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil du 17 décembre 1999,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° IFOP : l'instrument financier d'orientation de la pêche, instauré par le règlement (CE) n° 1263/1999 du Conseil du 21 juin 1999;

2° Ministre : le Ministre qui a la pêche dans ses attributions;

3° Administration : la Direction Chasse-Pêche de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — Actions

Art. 2. Dans les limites des moyens financiers prévus par le budget, sous les conditions imposées par le règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil du 17 décembre 1999 et tenant compte des lignes directrices pour l'examen des aides d'Etat dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, le Ministre peut accorder une aide aux :

1. actions prévues dans le cadre de l'installation d'éléments fixes ou mobiles destinés à protéger ou à développer des ressources aquatiques, comme visées à l'article 13, § 1^{er}, a), du règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil du 17 décembre 1999;

2. actions prévues en aquaculture (destinées soit à l'augmentation des capacités de production aquacole, soit à la modernisation d'unités aquacoles existantes), comme visées à l'article 13, § 1^{er}, b), du règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil du 17 décembre 1999;

3. actions prévues en transformation et commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture (destinées soit à l'augmentation des capacités de transformation, soit à la modernisation d'unités de transformation existantes), comme visées à l'article 13, § 1^{er}, d), du règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil du 17 décembre 1999;

4. actions de promotion et de recherche de nouveaux débouchés, comme visées à l'article 14 du règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil du 17 décembre 1999;

5. actions mises en œuvre par les professionnels, comme visées à l'article 15 du règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil du 17 décembre 1999;

6. actions innovatrices prévues dans le cadre de la réalisation de projets pilotes, comme visées à l'article 17, § 2, 1^{er} alinéa, du règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil du 17 décembre 1999;

7. actions prévues dans le cadre de l'assistance technique, comme visées à l'article 17, §§ 1^{er}, 3 et 4, du règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil du 17 décembre 1999.

Les taux d'aide prévus dans le présent arrêté s'appliquent au montant des dépenses totales admissibles.

CHAPITRE III. — *Critères de sélection pour les actions*

a) Actions prévues dans le cadre de l'installation d'éléments fixes ou mobiles destinés à protéger ou à développer des ressources aquatiques.

Art. 3. Les actions pour l'installation d'éléments fixes ou mobiles destinés à protéger ou à développer des ressources aquatiques doivent être réalisées par des établissements publics ou privés pour autant que ces derniers soient désignés par les instances régionales. Ces établissements doivent disposer de la compétence professionnelle nécessaire. Les actions doivent présenter un intérêt collectif et ne pas avoir d'effet négatif sur l'environnement aquatique. Elles doivent faire l'objet durant cinq ans d'un encadrement scientifique.

b) Actions prévues en aquaculture, transformation et commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Art. 4. Les actions prévues en aquaculture, transformation et commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture doivent être réalisées par des établissements privés. D'une manière générale, ces actions doivent avoir un impact minimum sur l'environnement.

c) Actions de promotion et de recherche de nouveaux débouchés.

Art. 5. Les actions de promotion et de recherche de nouveaux débouchés doivent être réalisées par des établissements publics ou privés. Ces actions doivent notamment mettre l'accent sur la qualité des produits de même que sur la diversification tout en respectant l'environnement d'une manière générale.

d) Actions mises en œuvre par les professionnels.

Art. 6. Les actions mises en œuvre par les professionnels doivent présenter un intérêt collectif à durée limitée et contribuer à la réalisation des objectifs de la politique commune de la pêche.

Elles doivent être mises en œuvre par des organisations de producteurs ou par d'autres associations reconnues par l'autorité de gestion.

e) Actions innovatrices prévues dans le cadre de la réalisation de projets pilotes.

Art. 7. Les actions pour l'exécution de projets pilotes doivent être réalisées par des instances publiques ou des associations de producteurs disposant de la compétence professionnelle nécessaire dans le but de tester la fiabilité technique et/ou la viabilité économique d'une technologie innovante. Les projets introduits doivent être accompagnés d'un rapport scientifique et doivent améliorer la productivité et l'impact sur l'environnement.

f) Actions prévues dans le cadre de l'assistance technique.

Art. 8. Les actions prévues dans le cadre de l'assistance technique sont éligibles pour autant qu'elles aient pour objectif, soit l'exécution d'études et de la publicité pour le soutien et l'évaluation du programme, soit l'amélioration du secteur aquacole. Ces actions doivent être réalisées par les instances régionales elles-mêmes ou les associations de producteurs.

CHAPITRE IV. — *Dispositions financières*

Art. 9. Les taux d'aide pour les actions, comme visées aux points 1, 4, 5, 6 et 7 de l'article 2, sont fixés à 50 % pour les fonds IFOP et à 50 % pour les moyens de l'autorité régionale. Cependant, les taux d'aide pour les actions visées au point 6 de l'article 2 qui concernent des projets pilotes mis en œuvre par des organismes non publics, sont fixés à 50 % pour les fonds IFOP et à 20 % pour les moyens de l'autorité régionale, le solde étant à la charge du bénéficiaire.

Art. 10. Les taux d'aide pour les actions comme visées aux points 2 et 3 de l'article 2 sont, le cas échéant, fixés à 15 % pour les fonds IFOP complémentairement au taux prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mai 1999 portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

CHAPITRE V. — *Dispositions générales*

Art. 11. Les dossiers relatifs aux actions citées à l'article 2, à l'exception des actions visées aux points 2 et 3, doivent être introduits auprès de l'Administration. La demande, le dossier de paiement, les pièces justificatives et les rapports doivent être rédigés conformément aux prescriptions de celle-ci.

Art. 12. Pour chaque action, le bénéficiaire fait ou les bénéficiaires font parvenir tous les six mois à l'Administration un rapport d'avancement d'activités. Un rapport final d'activités doit être introduit auprès de l'Administration au plus tard deux mois après la fin des activités. Tous les rapports doivent être conformes aux prescriptions de l'Administration et approuvés par elle. Des visites de contrôle de la bonne réalisation des actions cofinancées peuvent être effectuées par l'Administration.

Art. 13. L'aide pour chaque action est payable en un maximum de trois tranches.

Une première demande de paiement partiel ne peut avoir lieu que si le taux de réalisation a atteint au moins 30 % des coûts éligibles.

Le paiement final est subordonné aux conditions indiquées dans l'article 12.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 14. La décision du Gouvernement wallon du 7 septembre 1995 relative à l'intervention de l'IFOP est abrogée.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur avec effet rétroactif le 1^{er} juillet 2001.

Namur, le 18 octobre 2001

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 3738

[C — 2002/28008]

**18. OKTOBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Strukturmaßnahmen
der Wallonischen Region im Fischereisektor außerhalb des Ziels 1 für den Zeitraum 2000-2006**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, unterzeichnet in Rom und genehmigt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 42 und 43;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1260/1999 des Rates vom 21. Juni 1999 mit allgemeinen Bestimmungen über die Strukturfonds;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1263/1999 des Rates vom 21. Juni 1999 über das Finanzinstrument für die Ausrichtung der Fischerei;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2792/1999 des Rates vom 17. Dezember 1999 zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die gemeinschaftlichen Strukturmaßnahmen im Fischereisektor, abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1451/2001 des Rates vom 28. Juni 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1685/2000 des Rates vom 28. Juli 2000 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1260/1999 hinsichtlich der Zuschussfähigkeit der Ausgaben für von den Strukturfonds kofinanzierte Operationen;

Aufgrund der Entscheidung der Kommission C (2000) 3938 vom 21. Dezember 2000 zur Zustimmung zum einzigen Programmplanungsdokument für die gemeinschaftlichen Strukturmaßnahmen im Fischereisektor in Belgien (außerhalb des Zieles 1);

Aufgrund der Ergänzung der Programmplanung für die Strukturfonds für die Fischerei in Belgien für den Zeitraum 2000-2006, genehmigt durch den Begleitausschuss bei seiner Versammlung vom 6. Februar 2001;

Aufgrund der Leitlinien für die Prüfung der einzelstaatlichen Beihilfen im Fischerei- und Aquakultursektor, veröffentlicht im *Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften* vom 20. Januar 2001 unter der Nummer 2001/C 19/05;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Dezember 1989, das der Wallonischen Regionalexekutive erlaubt, alle Maßnahmen zu treffen, die die Anwendung oder die Durchführung der internationalen Verträge und Übereinkommen in den Bereichen Jagd, Fischerei, Vogelschutz und Naturerhaltung erfordert;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Mai 1999 zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung;

Aufgrund des am 18. Juli 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Oktober 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung, dass es unentbehrlich ist, über die notwendige Rechtsgrundlage zwecks der Anwendung der Strategie, wie sie im einzigen Programmplanungsdokument für die gemeinschaftlichen Strukturmaßnahmen für die Fischerei in der Wallonischen Region (außerhalb des Zieles 1) im Zeitraum 2000-2006 bestimmt ist, und zwecks der Durchführung der in der Ergänzung der Programmplanung vorgesehenen Aktionen unverzüglich zu verfügen, und zwar gemäß den Leitlinien über die einzelstaatlichen Beihilfen der Europäischen Gemeinschaften und gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 2792/1999 des Rates vom 17. Dezember 1999,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen :

1° FIAF : das Finanzinstrument für die Ausrichtung der Fischerei, das durch die Verordnung (EG) Nr. 1263/1999 des Rates vom 21. Juni 1999 eingesetzt wurde;

2° Minister : der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Fischerei gehört;

3° Verwaltung : die Direktion des Jagdwesens und des Fischfangs der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region.

KAPITEL II — *Aktionen*

Art. 2 - In den Grenzen der im Haushaltsplan vorgesehenen Finanzmittel, unter den durch die Verordnung (EG) Nr. 2792/1999 des Rates vom 17. Dezember 1999 auferlegten Bedingungen und unter Berücksichtigung der Leitlinien für die Prüfung der einzelstaatlichen Beihilfen im Fischerei- und Aquakultursektor ist der Minister berechtigt, eine Beihilfe für das Folgende zu gewähren :

1. Aktionen, die im Rahmen der Anbringung von festen oder beweglichen Vorrichtungen zum Schutz oder zur Entwicklung der aquatischen Ressourcen vorgesehen sind, wie erwähnt in Artikel 13, § 1, *a*) der Verordnung (EG) Nr. 2792/1999 des Rates vom 17. Dezember 1999;

2. In der Aquakultur vorgesehene Aktionen (entweder zwecks der Erhöhung der Produktionskapazitäten in der Aquakultur oder der Modernisierung bestehender Aquakulturanlagen), wie erwähnt in Artikel 13, § 1, *b*) der Verordnung (EG) Nr. 2792/1999 des Rates vom 17. Dezember 1999;

3. In der Verarbeitung und Vermarktung der Erzeugnisse von der Fischerei und der Aquakultur vorgesehene Aktionen (entweder zwecks der Erhöhung der Verarbeitungskapazitäten oder der Modernisierung bestehender Verarbeitungseinheiten), wie erwähnt in Artikel 13, § 1, *d*) der Verordnung (EG) Nr. 2792/1999 des Rates vom 17. Dezember 1999;

4. Aktionen zur Förderung und Erschließung neuer Absatzmöglichkeiten, wie erwähnt in Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 2792/1999 des Rates vom 17. Dezember 1999;

5. Durch die Unternehmen durchgeführte Aktionen, wie erwähnt in Artikel 15 der Verordnung (EG) Nr. 2792/1999 des Rates vom 17. Dezember 1999;

6. Im Rahmen der Durchführung von Pilotprojekten vorgesehene innovative Aktionen, wie erwähnt in Artikel 17, § 2, 1. Absatz der Verordnung (EG) Nr. 2792/1999 des Rates vom 17. Dezember 1999;

7. Im Rahmen der technischen Hilfe vorgesehene Maßnahmen, wie erwähnt in Artikel 17, §§ 1, 3 und 4 der Verordnung (EG) Nr. 2792/1999 des Rates vom 17. Dezember 1999.

Die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfesätze finden Anwendung auf den Betrag der zuschussfähigen Gesamtausgaben.

KAPITEL III — *Auswahlkriterien für die Aktionen*

a) Aktionen, die im Rahmen der Anbringung von festen oder beweglichen Vorrichtungen zum Schutz oder zur Entwicklung der aquatischen Ressourcen vorgesehen sind.

Art. 3 - Die Aktionen für die Anbringung von festen oder beweglichen Vorrichtungen zum Schutz oder zur Entwicklung der aquatischen Ressourcen müssen durch öffentliche oder private Einrichtungen durchgeführt werden, soweit letztere durch die regionalen Instanzen bezeichnet werden. Diese Einrichtungen müssen die notwendige Berufsfähigkeit haben. Die Aktionen müssen von allgemeinem Interesse sein und dürfen keine negativen Auswirkungen auf die aquatische Umwelt haben. Sie müssen Gegenstand einer wissenschaftlichen Begleitung über fünf Jahre sein.

b) In der Aquakultur vorgesehene Aktionen sowie Verarbeitung und Vermarktung der Erzeugnisse von der Fischerei und der Aquakultur.

Art. 4 - Die in der Aquakultur vorgesehenen Aktionen, die Verarbeitung und die Vermarktung der Erzeugnisse von der Fischerei und der Aquakultur müssen durch private Einrichtungen durchgeführt werden. Im allgemeinen müssen diese Aktionen eine minimale Auswirkung auf die Umwelt haben.

c) Aktionen zur Förderung und Erschließung neuer Absatzmöglichkeiten.

Art. 5 - Die Aktionen zur Förderung und Erschließung neuer Absatzmöglichkeiten müssen durch öffentliche oder private Einrichtungen durchgeführt werden. Diese Aktionen müssen insbesondere den Schwerpunkt auf die Qualität sowie auf die Diversifizierung legen, während die Umwelt im allgemeinen geachtet wird.

d) Aktionen der Unternehmen.

Art. 6 - Die Aktionen der Unternehmen müssen befristete Aktionen von allgemeinem Interesse sein und zur Verwirklichung der Ziele der Gemeinsamen Fischereipolitik beitragen. Sie müssen von Erzeugerorganisationen oder von anderen durch die Verwaltungsbehörde anerkannten Organisationen durchgeführt werden.

e) Im Rahmen der Durchführung von Pilotprojekten vorgesehene innovative Aktionen.

Art. 7 - Die Aktionen zur Durchführung von Pilotprojekten müssen durch öffentliche Instanzen oder Erzeugervereinigungen vorgenommen werden, die die notwendige Berufsfähigkeit haben, um die technische Zuverlässigkeit und/oder die Wirtschaftlichkeit einer innovativen Technik zu überprüfen. Die eingeführten Projekte müssen mit einem wissenschaftlichen Bericht versehen werden und müssen die Produktivität und die Auswirkung auf die Umwelt verbessern.

f) Im Rahmen der technischen Hilfe vorgesehene Aktionen.

Art. 8 - Die im Rahmen der technischen Hilfe vorgesehenen Aktionen sind zuschussfähig, soweit sie entweder die Durchführung von Studien und von Werbekampagnen für die Förderung und die Bewertung des Programms oder die Verbesserung des Sektors der Aquakultur bezwecken. Diese Aktionen müssen durch die regionalen Instanzen selbst oder durch Erzeugervereinigungen durchgeführt werden.

KAPITEL IV — *Finanzbestimmungen*

Art. 9 - Die Beihilfesätze für die in den Punkten 1, 4, 5, 6 und 7 von Artikel 2 erwähnten Aktionen werden auf 50% für die FIAF-Fonds und auf 50% für die Mittel der regionalen Behörde festgelegt. Die Beihilfesätze für die in Punkt 6 von Artikel 2 erwähnten Aktionen, die durch nicht öffentliche Einrichtungen durchgeführte Pilotprojekte betreffen, werden jedoch auf 50% für die FIAF-Fonds und 20% für die Mittel der regionalen Behörde festgelegt, während der Restbetrag zu Lasten des Bezugsberechtigten ist.

Art. 10 - Die Beihilfesätze für die in den Punkten 2 und 3 von Artikel 2 erwähnten Aktionen werden gegebenenfalls auf 15% für die FIAF-Fonds festgelegt, zusätzlich zu dem Satz, der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Mai 1999 zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung vorgesehen ist.

KAPITEL V — *Allgemeines*

Art. 11 - Die Akten betreffend die in Artikel 2 genannten Aktionen, mit Ausnahme der in den Punkten 2 und 3 erwähnten Aktionen, müssen bei der Verwaltung eingereicht werden. Der Antrag, die Zahlungsakte, die Beweisstücke und die Berichte müssen gemäß den Vorschriften der Verwaltung abgefasst werden.

Art. 12 - Für jede Aktion übermittelt/übermitteln der/die Bezugsberechtigte(n) alle sechs Monate der Verwaltung einen Zwischenbericht über die Tätigkeiten. Ein Schlussbericht über die Tätigkeiten muss bei der Verwaltung spätestens zwei Monate nach dem Abschluss der Tätigkeiten eingereicht werden. Die gesamten Berichte müssen den Vorschriften der Verwaltung entsprechen und von ihr genehmigt werden. Kontrollbesichtigungen über die gute Durchführung der kofinanzierten Aktionen können durch die Verwaltung vorgenommen werden.

Art. 13 - Die Beihilfe für jede Aktion ist höchstens in drei Raten zu zahlen.

Ein erster Antrag auf Teilzahlung darf nur stattfinden, wenn der Durchführungsgrad mindestens 30% der zuschussfähigen Kosten erreicht hat.

Die Schlusszahlung unterliegt den in Artikel 12 genannten Bedingungen.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 14 - Der Beschluss der Wallonischen Regierung vom 7. September 1995 über die Beteiligung der FIAF wird aufgehoben.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2001 rückwirkend in Kraft.

Namur, den 18. Oktober 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 3738

[C — 2002/28008]

18 OKTOBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de structurele tussenkomsten van het Waalse Gewest in de visserijsector buiten doelstelling 1 voor de periode 2000-2006

De Waalse Regering,

Gelet op het verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschappen, gesloten te Rome op 25 maart 1957, inzonderheid op artikelen 42 en 43;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1260/1999 van de Raad van 21 juni 1999 houdende algemene bepalingen inzake de Structuurfondsen;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1263/1999 van de Raad van 21 juni 1999 betreffende het Financieringsinstrument voor de Oriëntatie van de Visserij;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2792/1999 van de Raad van 17 december 1999 tot vaststelling van de uitvoeringsbepalingen en voorwaarden voor de structurele acties van de Gemeenschap in de visserijsector, gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 1451/2001 van de Raad van 28 juni 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1685/2000 van de Commissie van 28 juli 2000 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1260/1999 van de Raad met betrekking tot de subsidiabiliteit van de uitgaven voor door de structuurfondsen medegefinancierde verrichtingen;

Gelet op de beschikking van de Commissie C (2000) 3938 van 21 december 2000 houdende goedkeuring van het enig programmeringsdocument voor de structurele bijstandsverlening van de Gemeenschap in de visserijsector in België (buiten doelstelling 1);

Gelet op de bijkomende programmering voor de structuurfondsen voor de visserij in België tijdens de periode 2000-2006, goedgekeurd door het toezichtcomité tijdens zijn vergadering van 6 februari 2001;

Gelet op de richtsnoeren voor het onderzoek van de steunmaatregelen van de staten in de visserij- en aquacultuursector, gepubliceerd in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 20 januari 2001 onder nr. 2001/C 19/05;

Gelet op het decreet van 14 december 1989 waarbij de Waalse Gewestexecutieve in staat wordt gesteld alle nodige maatregelen te treffen voor de toepassing of de uitvoering van de internationale verdragen en overeenkomsten inzake jacht, visvangst, vogelbescherming en natuurbehoud;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 mei 1999 houdende uitvoering van artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 juli 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nodige wettelijke grondslag onverwijld beschikbaar moet zijn voor de toepassing van de strategie zoals bepaald in het enig programmeringsdocument voor de structurele bijstandsverlening van de Gemeenschap in de visserijsector in het Waalse Gewest (buiten doelstelling 1) voor de periode 2000-2006 en voor de uitvoering van de handelingen voorzien in de bijkomende programmering, overeenkomstig de richtsnoeren van de Europese Gemeenschap inzake steunmaatregelen van de staten en de bepalingen van de verordening (EG) nr. 2792/1999 van de Raad van 17 december 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1. FIOV : het Financieringsinstrument voor de Oriëntatie van de Visserij, ingesteld bij de verordening (EG) nr. 1263/1999 van de Raad van 21 juni 1999;
2. Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden de visserij behoort;
3. Administratie : de directie Jacht-Visserij van het Directoraat-Generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — *Acties*

Art. 2. Binnen de beschikbare begrotingsmiddelen, onder de voorwaarden opgelegd door de verordening (EG) nr. 2792/1999 van de Raad van 17 december 1999 en rekening houdend met de richtsnoeren voor het onderzoek van de steunmaatregelen van de staten in de visserij- en aquacultuursector, kan de Minister steun verlenen aan :

1. acties voorzien in het kader van vaste of verplaatsbare uitrusting tot bescherming en ontwikkeling van de visbestanden, zoals bedoeld in artikel 13, § 1, *a*) van de verordening (EG) nr. 2792/1999 van de Raad van 17 december 1999;
2. acties voorzien voor de aquacultuur (bestemd hetzij voor de verhoging van de aquacultuurproductie, hetzij voor de modernisering van bestaande aquacultuureenheden), zoals bedoeld in artikel 13, § 1, *b*) van de verordening (EG) nr. 2792/1999 van de Raad van 17 december 1999;
3. acties voorzien voor de verwerking en afzet van visserij- en aquacultuurproductie (bestemd hetzij voor de verhoging van de aquacultuurproductie, hetzij voor de modernisering van bestaande aquacultuureenheden), zoals bedoeld in artikel 13, § 1, *d*) van de verordening (EG) nr. 2792/1999 van de Raad van 17 december 1999;
4. acties voorzien voor de verkoopbevordering en het zoeken van nieuwe afzetmogelijkheden, zoals bedoeld in artikel 14 van de verordening (EG) nr. 2792/1999 van de Raad van 17 december 1999;
5. acties uitgevoerd door het bedrijfsleven, zoals bedoeld in artikel 15 van de verordening (EG) nr. 2792/1999 van de Raad van 17 december 1999;
6. innoverende acties voorzien in het kader van de uitvoering van proefprojecten, zoals bedoeld in artikel 17, § 2, 1ste lid, van de verordening (EG) nr. 2792/1999 van de Raad van 17 december 1999;
7. acties voorzien in het kader van de technische bijstand, zoals bedoeld in artikel 17, §§ 1, 3 en 4 van de verordening (EG) nr. 2792/1999 van de Raad van 17 december 1999.

Het bedrag van de in dit besluit voorziene tegemoetkomingen is toepasselijk op het bedrag van het totaal van de toegelaten uitgaven.

HOOFDSTUK III. — *Selectiecriteria voor de acties*

a) Acties voorzien in het kader van vaste of verplaatsbare uitrusting tot bescherming en ontwikkeling van de visbestanden.

Art. 3. De acties voorzien in het kader van vaste of verplaatsbare uitrustingen tot bescherming en ontwikkeling van de visbestanden moeten uitgevoerd worden door overheids- of privé-bedrijven voorzover laatstgenoemden door de gewestelijke overheid aangesteld zijn. Deze bedrijven moeten over de nodige vakkennis beschikken. De acties moeten een collectief belang hebben en mogen geen negatief effect op het aquatische milieu hebben. Zij moeten gedurende vijf jaar wetenschappelijk gevolgd worden.

b) Acties voorzien voor de aquacultuur, de verwerking en afzet van visserij- en aquacultuurproductie.

Art. 4. De acties voorzien voor de aquacultuur, de verwerking en afzet van visserij- en aquacultuurproductie moeten door privé-bedrijven uitgevoerd worden. In het algemeen moeten deze acties een minimale invloed op het milieu hebben.

c) Acties voorzien voor de verkoopbevordering en het zoeken van nieuwe afzetmogelijkheden.

Art. 5. De acties voor de verkoopbevordering en het zoeken van nieuwe afzetmogelijkheden moeten door overheids- of privé-bedrijven uitgevoerd worden. Deze acties moeten namelijk het belang van de kwaliteit van de producten tonen, alsook van de diversificatie ervan en in het algemeen milieuvriendelijk zijn.

d) Door het bedrijfsleven uitgevoerde acties.

Art. 6. De door het bedrijfsleven uitgevoerde acties moeten van collectief belang met een beperkte duur zijn en bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van het gemeenschappelijk visserijbeleid.

Zij moeten uitgevoerd worden door producenten of andere organisaties die door de beheersinstantie erkend zijn.

e) Innoverende acties voorzien in het kader van de uitvoering van proefprojecten.

Art. 7. De acties voor de uitvoering van proefprojecten moeten uitgevoerd worden door overheidsbedrijven of door producentenverenigingen die over de nodige vakkennis beschikken om de technische betrouwbaarheid en/of de economische levensvatbaarheid van een innoverende technologie te testen. De projecten moeten ingediend worden met een wetenschappelijk rapport alsook de productiviteit en de invloed op het milieu verbeteren.

f) Acties voorzien in het kader van de technische bijstand.

Art. 8. De in het kader van de technische bijstand voorziene acties komen in aanmerking voorzover zij tot doel hebben hetzij de uitvoering van studies en de reclame voor de steun en de evaluatie van het programma, hetzij de verbetering van de aquacultuursector. Deze acties moeten uitgevoerd worden door de gewestelijke overheid zelf of door de producentenverenigingen.

HOOFDSTUK IV. — *Financiële bepalingen*

Art. 9. De steunpercentages voor de in punten 1, 4, 5, 6 en 7 van artikel 2 bedoelde acties zijn vastgesteld op 50 % voor de FIOV-fondsen en op 50 % voor de middelen van de gewestelijke overheid. Niettemin worden de steunpercentages voor de in punt 6 van artikel 2 bedoelde acties betreffende proefprojecten die uitgevoerd worden door niet openbare instellingen beperkt tot 50 % voor de FIOV-fondsen en op 20 % voor de middelen van de gewestelijke overheid; het saldo is voor de rekening van de rechthebbende.

Art. 10. De steunpercentages voor de in punten 2 en 3 van artikel 2 bedoelde acties zijn, in voorkomend geval, vastgesteld op 15 % voor de FIOV-fondsen in aanvulling op het percentage voorzien bij het besluit van de Waalse Regering van 21 mei 1999 houdende uitvoering van artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

HOOFDSTUK V. — *Algemene bepalingen*

Art. 11. De dossiers betreffende de in artikel 2 vermelde acties, met uitzondering van de acties bedoeld sub 2 en 3, moeten ingediend worden bij de Administratie. De aanvraag, het dossier tot uitbetaling, de bewijsstukken en de rapporten moeten opgemaakt worden overeenkomstig de voorschriften van de aanvraag.

Art. 12. Voor iedere acties doet (doen) de aanvrager(s) een rapport over de vordering van activiteiten aan de Administratie toekomen. Een eindrapport over de activiteiten moet bij de Administratie ingediend worden ten laatste twee maanden na het einde van de activiteiten. Alle rapporten moeten overeenstemmen met de voorschriften van de Administratie en door haar goedgekeurd zijn. De Administratie kan controleonderzoeken omtrent de goede uitvoering van de medegefinancierde acties uitvoeren.

Art. 13. De steun voor iedere actie is betaalbaar in maximum drie schijven.

Een eerste aanvraag tot gedeeltelijke betaling kan enkel plaatsvinden indien het uitvoeringspercentage ten minste 30 % van de in aanmerking komende kosten bereikt heeft.

De eindbetaling is afhankelijk van de in artikel 12 vermelde voorwaarden.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 14. De beslissing van de Waalse Regering van 7 september 1995 betreffende de tussenkomst van het FIOV wordt opgeheven.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking met terugwerkende kracht op 1 juli 2001.

Namen, 18 oktober 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART